

# Les résultats des établissements de crédit en 2003 et au premier semestre 2004

*En 2003, bien que l'économie française soit restée à l'écart de la reprise de la croissance mondiale tirée par les États-Unis et les pays asiatiques, et dans un contexte d'apaisement progressif des turbulences sur les marchés financiers, les établissements de crédit français ont consolidé leur rentabilité. Cette évolution s'inscrit dans une amélioration générale rencontrée par les grands groupes internationaux, en liaison notamment avec la réduction du coût du risque de crédit.*

*Au premier semestre 2004, la poursuite d'un contexte favorable, même si les marchés boursiers sont restés sensibles aux évolutions géopolitiques, s'est traduite par de nouveaux résultats satisfaisants.*

Catherine GOUTEROUX  
*Secrétariat général de la Commission bancaire  
Direction de la Surveillance générale du système bancaire  
Service des Études bancaires*

L'analyse porte sur les résultats enregistrés en 2003, d'une part sur base sociale pour l'ensemble des établissements de crédit français et d'autre part sur base consolidée pour un échantillon composé de sept grands groupes bancaires. Elle est éclairée par une comparaison avec les résultats affichés par les grandes banques des principaux pays industrialisés. Enfin, un éclairage est donné sur les évolutions intervenues en France au premier semestre 2004, sur base sociale pour l'ensemble des établissements et sur base consolidée pour quatre grands groupes.

Des informations plus détaillées peuvent être obtenues dans le second volume des *Analyses comparatives 2003* diffusé par le Secrétariat général de la Commission bancaire sur le site Internet de la Banque de France. Pour des éléments de comparaison avec les grands groupes bancaires étrangers, le lecteur peut se reporter au *Bulletin* n° 31 de la Commission bancaire, de novembre 2004<sup>1</sup>.

## 1. Les résultats sociaux en 2003

### Résultats sociaux 2003

Ensemble des établissements de crédit – Ensemble de l'activité

	(résultats en milliards d'euros, variation en %)		
	2002	2003	Variation
Produit net bancaire	77,0	80,6	4,7
Frais de structure	50,4	51,9	2,9
Résultat brut d'exploitation	26,6	28,7	8,1
Dotations nettes aux provisions et pertes nettes sur créances récupérables	4,4	5,3	20,5
Résultat d'exploitation	22,2	23,4	5,7
Résultat courant avant impôt	23,5	23,4	- 0,6
Résultat net	18,5	17,4	- 6,2

Source et réalisation : Secrétariat général de la Commission bancaire

NB : Les résultats sociaux portent sur les établissements de crédit pour leur activité en métropole et celle de leurs succursales à l'étranger. Ils excluent par conséquent les filiales à l'étranger.

#### 1.1. Le produit net bancaire s'est accru de près de 5 %

Dans un contexte de croissance intérieure ralentie, de reprise progressive des marchés financiers et de bas niveau des taux d'intérêt, le produit net bancaire de l'ensemble des établissements de crédit, sur toutes leurs zones d'activité, s'est accru de 4,7 %, à 80,6 milliards d'euros.

Le résultat net issu des opérations avec la clientèle a continué de diminuer mais à un rythme inférieur à celui de 2002 (- 5,4 %, après - 7,6 % en 2002), pour s'établir à 46,7 milliards d'euros, soit 58 % du produit net bancaire (contre 64 % en 2002), en liaison avec la baisse des taux d'intérêt et une forte concurrence.

<sup>1</sup> Les deux volumes intitulés respectivement *Analyses comparatives – Volume 1 – L'activité des établissements de crédit* et *Analyses comparatives – Volume 2 – Les résultats des établissements de crédit* sont désormais diffusés uniquement sur le site Internet de la Banque de France ([www.banque-france.fr](http://www.banque-france.fr), ou, [www.commission-bancaire.org](http://www.commission-bancaire.org)), à partir du mois de juillet pour le Volume 1 et de novembre pour le Volume 2. Pour sa part, le *Bulletin* n° 31 de la Commission bancaire est en vente, au prix de EUR 22 TTC, auprès du service Relations avec le public de la Banque de France (75049 Paris Cedex 01) – Tél : 01 42 92 39 08.

Les opérations de services financiers, qui constituent le deuxième poste en volume du produit net bancaire (14 % en 2003) et concentrent l'essentiel des commissions, ont vu leur produit net s'accroître de 1,4 %, à 11,1 milliards d'euros. Si les commissions tirées des opérations de gestion de titres ou de conseil ont diminué, celles perçues sur les autres types d'opérations (moyens de paiement, par exemple) ont continué d'augmenter. Plus globalement, la part de l'ensemble des commissions dans le produit net bancaire est passée de 26,3 % en 2002 à 25,4 % en 2003.

Les autres types d'opérations ont connu une évolution inverse de celle affichée pour l'exercice 2002. Ainsi, les opérations sur titres ont dégagé un produit net de 6,1 milliards d'euros, contre une charge nette de 7,6 milliards en 2002. Le rendement du portefeuille-titres s'est sensiblement amélioré (gains nets sur titres de transactions, reprises nettes de provisions sur titres de placement...), tandis que les charges, principalement constituées de dettes représentées par des titres, ont baissé du fait de la détente des taux de marché.

Cette dernière évolution, combinée au recul de la position nette emprunteuse, a également profité aux opérations interbancaires qui ont dégagé un produit net de 0,6 milliard d'euros, contre une charge nette de 0,5 milliard en 2002.

Enfin, les opérations de hors-bilan, qui se caractérisent par une forte volatilité, ont enregistré une dégradation globale massive (charge nette de 2,2 milliards d'euros, après un produit net supérieur à 9,4 milliards en 2002).

La marge sur les opérations avec la clientèle s'est encore légèrement dégradée en 2003, revenant de 3,11 % à 3,06 % sur l'ensemble de l'activité. En revanche, la marge globale d'intermédiation, qui prend en compte l'ensemble des opérations d'intermédiation au sens large<sup>2</sup>, s'est légèrement accrue en 2003 (de 1,17 % à 1,54 % sur l'ensemble de l'activité). Finalement, la marge bancaire globale<sup>3</sup> s'est faiblement détériorée, passant sur l'ensemble de l'activité de 1,63 % à 1,61 %.

## 1.2. Les frais d'exploitation se sont modérément accrus et la charge du risque de crédit a été contenue

Les charges générales de fonctionnement (frais généraux, dotations aux amortissements et autres charges diverses) ont augmenté de 2,9 %. Les seuls frais généraux se sont accrus de 2,3 %, dont 4,3 % pour les frais de personnel. La productivité globale de l'ensemble des établissements de crédit s'est améliorée, le produit net bancaire par agent passant de 195 240 euros en 2002 à 202 110 euros en 2003. La hausse des charges générales ayant été plus faible que celle du produit net bancaire, le résultat brut d'exploitation s'est inscrit en hausse de 8,1 % et le coefficient net d'exploitation (qui rapporte l'ensemble des charges générales de fonctionnement au produit net bancaire) est passé de 65,4 % à 64,3 %.

<sup>2</sup> Tous les produits et charges résultant d'opérations bancaires mettant en jeu des capitaux sont retenus (opérations avec la clientèle mais aussi opérations interbancaires et opérations sur titres).

<sup>3</sup> Il s'agit du produit net bancaire rapporté à la somme du total de situation et de l'équivalent crédit des engagements sur instruments financiers à terme.

Pour sa part, la charge du risque de crédit s'est inscrite en hausse de 20,5 %, à 5,3 milliards d'euros, soit 18,5 % du résultat brut d'exploitation.

Les gains nets sur actifs immobilisés se sont inscrits en nette baisse, proche de l'équilibre, plusieurs établissements n'ayant pas renouvelé les plus-values de cessions réalisées en 2002. En revanche, la remontée des marchés boursiers a entraîné des reprises nettes de provisions pour 365 millions d'euros (contre 810 millions de dotations nettes en 2003). Au final, le résultat courant avant impôt a atteint 23,4 milliards d'euros sur l'ensemble de l'activité (- 0,6 %) et 20,7 milliards sur base métropolitaine (- 6,7 %).

Compte tenu notamment d'un net accroissement des charges exceptionnelles, le résultat net global s'est inscrit en recul de 6,2 %, à 17,4 milliards d'euros. Le coefficient de rentabilité des fonds propres (*return on equity* – ROE) s'est finalement établi à 9 %, après 9,4 % en 2002.

## 2. Les résultats consolidés en 2003 des principaux groupes bancaires

L'étude des résultats consolidés porte sur un échantillon de sept groupes bancaires<sup>4</sup>, dont le total de bilan global a représenté, en 2003, 69,9 % du total de la situation, sur base sociale, de l'ensemble des établissements de crédit.

En s'établissant à 68,9 milliards d'euros, le produit net bancaire a enregistré une augmentation de 7,1 %. Cette évolution apparaît plus favorable que celle observée sur base sociale, le décalage pouvant notamment s'expliquer par la modification des périmètres de consolidation et l'amélioration de l'environnement économique et financier international qui a permis aux grands groupes internationaux d'accroître leurs produits, même si l'appréciation de l'euro a pu, dans certains cas, jouer défavorablement. Les produits nets générés par les opérations avec la clientèle et les services financiers ont évolué de la même manière que sur base sociale (respectivement - 5,7 % et + 1,2 %). Avec le rebond des marchés boursiers, les opérations sur titres ont affiché un produit net proche de 19 milliards d'euros, après une perte nette d'environ 7 milliards en 2002, grâce essentiellement aux gains sur les titres de transaction. *A contrario*, les opérations de hors-bilan ont généré une charge nette de 6 milliards d'euros, contre un produit net supérieur à 18 milliards en 2002. Les opérations interbancaires ont dégagé une charge nette en recul de près de moitié, à 1,9 milliard d'euros.

Les coûts de structure ont augmenté de 2,5 %. Le résultat brut d'exploitation s'est affiché en hausse sensible (17,4 %), à 23,3 milliards d'euros, et le coefficient net d'exploitation s'est amélioré de 3 points, à 66,1 %, s'établissant toutefois de 63 % à 78,7 % selon les groupes.

<sup>4</sup> BNP-Paribas, Groupe Crédit agricole (*pro-forma*), Société générale, Banque fédérale des Banques populaires, CCF-HSBC, Crédit mutuel Centre est Europe, Caisse nationale des Caisses d'épargne.

S'agissant du risque de crédit, l'effort de provisionnement s'est inscrit en hausse modérée de 4,7 %, à 5,7 milliards d'euros, représentant 8,2 % du produit net bancaire et 24,2 % du résultat brut d'exploitation. En conséquence, le résultat d'exploitation s'est établi à 17,7 milliards d'euros, en augmentation de 22 %.

Compte tenu notamment de l'augmentation de 415 millions d'euros à 1,4 milliard des gains nets sur actifs immobilisés (plus-values nettes de cession et reprises nettes de provisions), le résultat courant avant impôt s'est accru de 28,8 %, à un peu plus de 20 milliards d'euros.

Au final, le résultat net part du groupe s'est affiché, pour l'ensemble de l'échantillon, à 10,9 milliards d'euros (+ 27,3 %), la rentabilité des fonds propres s'inscrivant aux alentours de 11 %, avec un ratio proche de 15 % pour les groupes les plus performants.

### 3. La rentabilité des grandes banques internationales s'est renforcée en 2003

En dépit de différences significatives constatables, les groupes bancaires sous revue ont globalement enregistré au cours de l'exercice <sup>5</sup> une amélioration sensible de leurs résultats, grâce en particulier à la réduction de la charge du risque de crédit et à la diminution des dépréciations d'actifs.

Le produit net bancaire de l'ensemble des banques de l'échantillon a reculé de 1,5 %, à 631 milliards d'euros, après une baisse de 5,6 % au cours de l'exercice précédent. Cette évolution s'explique par le fait que la croissance économique, tirée au niveau mondial par les États-Unis et les pays asiatiques, a été disparate dans les pays européens, limitant la progression globale de l'activité d'intermédiation, tandis que le retour progressif de la confiance sur les marchés boursiers a permis l'augmentation des volumes d'activité dans les métiers de la banque d'investissement et de la gestion d'actifs. L'accroissement du cours de l'euro a également minimisé les performances des banques hors zone euro. Ainsi, le produit net d'intermédiation s'est inscrit en recul de 4,1 %, à 312 milliards d'euros. Les commissions nettes ont atteint 143 milliards d'euros (+ 1,4 %), tandis que les revenus tirés des activités de négociation sur les marchés se sont accrus de 28 %, à 71 milliards d'euros.

D'une façon générale, les frais de fonctionnement ont enregistré un recul supérieur à celui du produit net bancaire (- 6,4 %). Cette tendance s'explique essentiellement par la poursuite d'importants programmes d'adaptation des coûts, qui ont affecté des milliers d'emplois dans plusieurs pays. En conséquence, le résultat brut d'exploitation pour l'ensemble des établissements s'est affiché en hausse de 6,6 %.

<sup>5</sup> L'analyse s'appuie sur les comptes de résultats consolidés 2002 et 2003, retraités dans la base de données Bankscope, des cinq groupes bancaires disposant des fonds propres les plus importants en Allemagne, au Benelux, en Espagne, aux États-Unis, en France, en Italie, au Japon, au Royaume-Uni et en Suisse, cf. *Bulletin* n° 31 de la Commission bancaire.

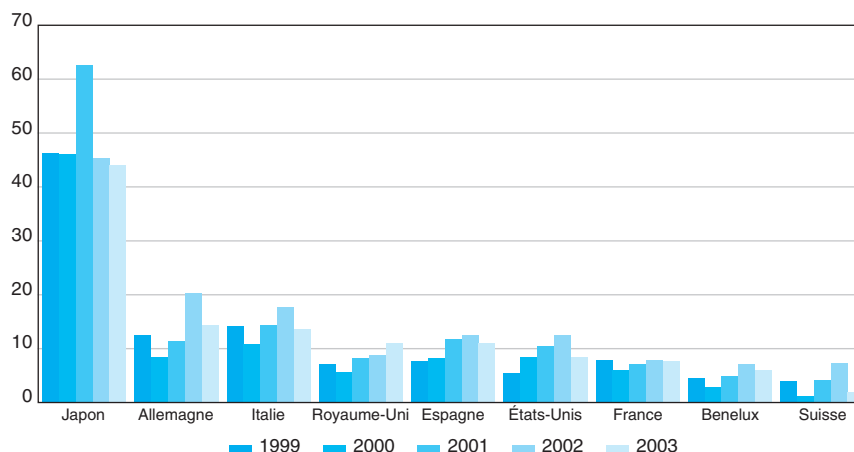
Les soldes intermédiaires de gestion qui apparaissent pour les établissements français peuvent diverger de ceux présentés en partie 2, compte tenu de différences dans les échantillons retenus ainsi que dans les documents comptables utilisés.

Pour ce qui concerne le coefficient net d'exploitation, l'évolution a été partout favorable, à l'exception du Japon. Trois groupes de pays ont été distingués : ceux au coefficient net d'exploitation élevé mais passant sous le seuil des 80 % (Suisse, Allemagne), ceux dont les grandes banques ont un coefficient compris entre 60 % et 70 % (Italie, France et Benelux), enfin ceux qui sont en deçà de 60 % (Espagne, Royaume-Uni, Japon et États-Unis).

Par ailleurs, le coût du risque de crédit a globalement diminué de 17,3 %, atteignant 81,8 milliards d'euros. Seuls le Royaume-Uni et la France ont enregistré une hausse des dotations aux provisions. Après les exercices 2001 et 2002 marqués par des crises multiples et de grande envergure (faillite de grands groupes aux États-Unis, défaillance de l'Argentine), l'amélioration de la conjoncture en Amérique a permis un recul significatif des provisionnements. En revanche, les risques accrus en Europe (croissance économique lente, difficultés de grands groupes) ont conduit les banques à renforcer leurs provisions générales. Le ratio des dotations nettes aux provisions rapportées au produit net bancaire a reculé dans tous les pays, à l'exception du Royaume-Uni, le Japon se situant à un niveau toujours très élevé. Naturellement, des évolutions disparates ont été observées selon les groupes bancaires, en fonction de leurs expositions aux risques. Dans les pays marqués par la reprise économique, la hausse de l'endettement des ménages a pu inciter les établissements de crédit à la prudence.

#### Dotations nettes aux provisions rapportées au produit net bancaire

(en %)



Source : Bankscope

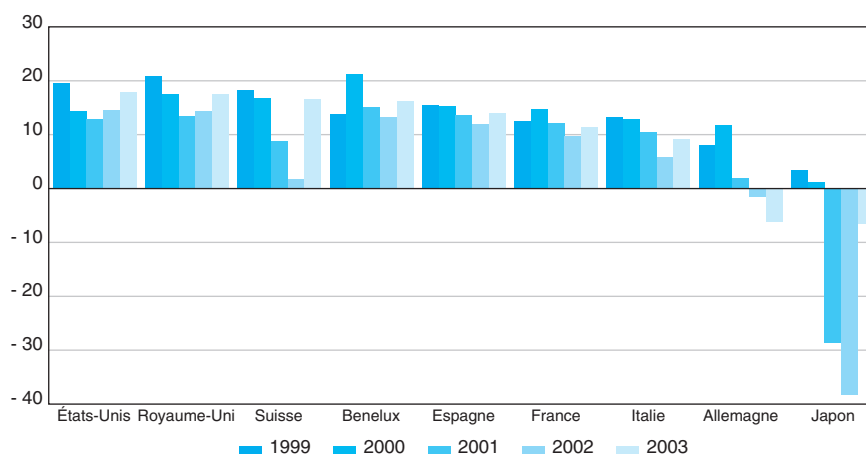
Les opérations sur immobilisations financières (plus-values nettes de cessions, dotations aux provisions) ont en général eu un impact positif, particulièrement au Japon. Toutefois, des dépréciations significatives sur les portefeuilles de participations ont encore été enregistrées par deux groupes en Allemagne.

Au final, dans tous les pays étudiés à l'exception de l'Allemagne, les grands groupes bancaires ont présenté des résultats nets en amélioration sensible. Ainsi, la perte globale affichée par les groupes japonais a connu une réduction particulièrement nette, passant de 31 milliards à 7 milliards d'euros avec, néanmoins, des évolutions disparates, trois groupes ayant renoué avec les bénéfices, deux autres restant encore lourdement déficitaires. Aux États-Unis, le résultat net global a affiché une progression proche de 30 %, à plus de 40 milliards d'euros.

En Europe, ce sont les banques suisses et italiennes, dont la rentabilité finale avait le plus reculé en 2002, qui ont connu les accroissements les plus significatifs, le rétablissement d'un grand groupe en Suisse contribuant largement à la multiplication par huit du résultat net global. Au Royaume-Uni et en France, la progression avoisine 33 %. Elle est de 24 % au Benelux, où les activités de bancassurance ont bénéficié de la reprise des marchés boursiers. Les grandes banques espagnoles, qui avaient affiché en 2002 le recul le plus limité du bénéfice net global, ont présenté une amélioration moindre (16 %). Enfin, les banques allemandes ont vu leur perte nette globale s'aggraver de 1,3 milliard d'euros à près de 5 milliards, tous les grands groupes, sauf un, présentant un résultat négatif. Toutefois, il convient de noter que les résultats opérationnels réalisés en 2003 se sont inscrits en hausse.

### La rentabilité des fonds propres

(en %)



Source : Bankscope

En conclusion, les grandes banques américaines et britanniques ont encore accru leur rentabilité, qui demeure la plus élevée sur le plan international. Dans les autres pays, les groupes bancaires ont généralement connu des améliorations, principalement liées à l'évolution favorable de l'environnement économique et financier. Ainsi, les grandes banques japonaises ont affiché un redressement spectaculaire après deux exercices particulièrement difficiles. Il reste que les grandes banques allemandes ont encore pâti de leurs problèmes structurels dans un contexte économique intérieur dégradé.



## 4. Les résultats au premier semestre 2004

### 4.1. Les résultats sociaux ont montré une amélioration de la rentabilité...

#### Résultats sociaux au premier semestre 2004

Ensemble des établissements de crédit – Ensemble de l'activité

*(résultats en milliards d'euros, variation en %)*

	1 <sup>er</sup> semestre 2003	1 <sup>er</sup> semestre 2004	Variation
Produit net bancaire	42,2	44,9	6,3
Frais de structure	25,3	26,0	2,8
Résultat brut d'exploitation	16,9	18,9	12,3
<i>Dotations nettes aux provisions et pertes nettes sur créances récupérables</i>	1,7	1,1	- 31,1
Résultat d'exploitation	15,2	17,8	16,9
Résultats sur actifs immobilisés	- 0,3	0,8	-
Résultat courant avant impôt	14,9	18,6	24,7
Résultat net	11,8	15,1	28,2

Source et réalisation : Secrétariat général de la Commission bancaire

Dans un contexte de reprise économique en Europe, le produit intérieur brut français a enregistré un acquis de croissance de 2,1 % au premier semestre 2004, contre 0,5 % pour l'ensemble de l'année 2003. Après avoir progressé de manière quasi ininterrompue depuis le printemps 2003, l'activité sur les marchés financiers s'est modérée, en liaison avec le ralentissement de la croissance aux États-Unis et au Japon au deuxième trimestre et la persistance de tensions géopolitiques. Dans cet environnement encore incertain, les résultats des établissements de crédit français se sont améliorés.

Ainsi, leur produit net bancaire s'est accru de 6,3 %, à 44,9 milliards d'euros.

Les opérations avec la clientèle ont généré un produit net de 23,2 milliards d'euros, en très légère baisse de 0,2 %, après un recul de 6,9 % au 30 juin 2003. Dans un contexte de taux toujours bas, les intérêts nets ont globalement diminué de 1 %. Tous les types de produits sont concernés, à l'exception des crédits à l'habitat, qui ont affiché un résultat net en hausse de 2,3 %, à 10,7 milliards d'euros. Les charges d'intérêt sur comptes d'épargne à régime spécial ont diminué de 6,6 %, à 7,7 milliards d'euros. Pour leur part, les commissions nettes ont enregistré une progression de 3 %, à près de 3,9 milliards d'euros.

Les opérations de crédit-bail et de location simple ont subi un repli de 2,2 %, à 2,2 milliards d'euros.



En revanche, les opérations de financement à long terme ont dégagé un flux net de recettes de 7,3 milliards d'euros, en hausse de 40,5 % porté par plusieurs grands établissements. Quant aux opérations de services financiers, les recettes nettes ont augmenté de 8,1 %, à 6 milliards d'euros. Les commissions liées à la gestion d'actifs et celles tirées de l'activité de conseil ont bénéficié de la reprise des marchés financiers.

En revanche, les opérations interbancaires ont affiché une charge nette de 176 millions d'euros, contre un produit net de 690 millions au 30 juin 2003.

Les opérations de change ont dégagé, pour leur part, un produit net en recul marqué, à 134 millions d'euros, contre environ 1,6 milliard d'euros un an auparavant.

Les opérations sur titres ont généré un produit net en recul de moitié, à 1,6 milliard d'euros.

Enfin, les opérations de hors-bilan ont dégagé un produit net de 2,7 milliards d'euros, après une charge nette de 1,6 milliard au 30 juin 2003.

Toutes zones confondues, les frais d'exploitation ont augmenté de 2,8 %. Les frais de personnel ont crû de 2,7 %, représentant 62 % de l'ensemble. Ainsi, du fait de l'augmentation du produit net bancaire, le coefficient net d'exploitation s'est amélioré, revenant de 60,1 % à 57,8 % entre le premier semestre 2003 et le premier semestre 2004. Le résultat brut d'exploitation s'est inscrit en progression de 12,3 % sur l'ensemble de l'activité, atteignant près de 18,9 milliards d'euros.

La reprise de la croissance a permis l'allègement de la charge du risque de crédit, qui s'est réduite de 31,1 %, à 1,1 milliard d'euros. Il en a découlé une hausse du résultat d'exploitation (+ 16,9 %), ce dernier s'affichant à 17,8 milliards d'euros.

Par ailleurs, les résultats des opérations sur immobilisations se sont améliorés. En effet, si les plus-values nettes de cessions sur immobilisations corporelles, incorporelles et financières ont diminué, passant de 401 à 328 millions d'euros, les dotations nettes aux provisions sur immobilisations financières, qui atteignaient près de 692 millions d'euros au 30 juin 2003, ont fait place à des reprises nettes d'un montant de 491 millions d'euros.

Au final, il ressort de ces éléments une augmentation du résultat net de 28,2 %, à 15,1 milliards d'euros. Mais il convient de souligner que les écritures comptables du premier semestre sont partielles et ne peuvent refléter parfaitement l'évolution de l'environnement au cours de cette période.

## 4.2. ... que confirment les résultats consolidés d'un échantillon de grands groupes

Les grands groupes bancaires français sous revue <sup>6</sup> ont affiché des résultats opérationnels en hausse au premier semestre 2004.

Le produit net bancaire a ainsi augmenté de 3,6 % par rapport au premier semestre 2003, à 33,2 milliards d'euros. En termes de métiers, le dynamisme de la banque de détail s'est prolongé. La demande de crédits des ménages, particulièrement ceux à l'habitat, est demeurée soutenue, tandis qu'une reprise modérée des prêts aux entreprises a été enregistrée. La croissance des revenus a également été alimentée par les performances réalisées dans les services financiers spécialisés, en particulier à l'étranger. Cette évolution, ainsi que la reprise dans le secteur de la gestion d'actifs, ont permis de compenser la moindre performance de la banque d'investissement, qui avait connu une forte progression au deuxième trimestre 2003.

L'adaptation des charges de fonctionnement a été poursuivie, la hausse globale n'atteignant que 1,4 %, à 21,2 milliards d'euros. Compte tenu de l'amélioration du produit net bancaire, le coefficient net d'exploitation a reculé de près de trois points, à 63,9 %. Le résultat brut d'exploitation a enregistré une hausse de 8,0 %, à 12 milliards d'euros.

La charge du risque de crédit s'est réduite de 31,5 %, à 1,8 milliard d'euros, soit 5,3 % du produit net bancaire, et s'est essentiellement concentrée sur la banque de financement et d'investissement. Le résultat d'exploitation a augmenté de 19,7 %, à 10,3 milliards d'euros. Finalement, les groupes bancaires sous revue ont affiché un résultat net part du groupe en hausse de 34,9 %, à 6,5 milliards d'euros.

Il reste que les perspectives pour le second semestre 2004 semblent moins favorables. L'ampleur de la reprise dont pourrait bénéficier l'économie française est revue à la baisse dans les prévisions les plus récentes et devrait conforter les groupes bancaires dans leur stratégie de recherche de relais de croissance (services financiers spécialisés et/ou diversification géographique).

<sup>6</sup> BNP-Paribas, Groupe Crédit agricole – Crédit Lyonnais (*pro forma*), Société générale, Groupe Banque populaire.